

La voix de l'opposition de gauche

Quand Hollande flatte la « démocratie sociale » pour sauver le régime

Le 17 juin 2011

Titre de l'article du monde.fr du 14 juin : François Hollande : "Il faut avoir confiance en la démocratie sociale". Mes commentaires figurent entre parenthèses. En bleu, les commentaires que j'avais fait à chaud et que je n'avais pu utiliser lorsque mon ordinateur était tombé en panne. En brun, ceux que j'ai écrits dans un état de fatigue avancé deux jours plus tard.

Tout au long de son article, il va s'employer à célébrer les mérites de la collaboration de classe, le « dialogue social » mis à mal par la résistance des travailleurs et qui dans sa bouche ou sous sa plume il appelle « la démocratie sociale ». Cet article s'adressait en priorité aux syndicats qui devraient davantage monter au créneau pour épauler un régime en crise. Il n'y a pas à chercher bien loin où il puise son inspiration et à quoi conduirait sa politique : au corporatisme. Ainsi la politique qu'il préconise s'inscrit dans le prolongement de celle de Sarkozy.

Mettre la société en mouvement sera la mission du prochain président de la République. Non seulement changer de pouvoir mais changer le pouvoir, c'est-à-dire la façon de délibérer comme de décider.

1^{ère} lecture (Impossible dans le cadre des institutions bonapartistes de la Ve République, sauf à renforcer son côté dictatorial avant la tempête qui s'annonce pour mieux l'affronter)

(Changer le pouvoir sans changer la nature sociale de l'Etat, c'est ne rien changer du tout, c'est du vent ! Changer le pouvoir sans exproprier les capitalistes, c'est maintenir les capitalistes au pouvoir, ce à quoi il s'engage. Mais avec la tempête qui s'annonce, il va falloir y mettre la forme pour préserver le régime, c'est ce qu'il dit à mots couverts. Cependant il arrivera un moment où les travailleurs ne voudront plus rien entendre, ce qui est en train de se produire en Grèce.)

La méthode et le contenu de la réforme vont en effet de pair. Aussi l'un des enjeux du prochain mandat sera de clarifier la responsabilité de chacun, de respecter les acteurs sociaux et de promouvoir la culture de la négociation et du compromis.

1^{ère} lecture (En attelant plus sûrement que jamais le mouvement ouvrier au char du capital pour mieux l'entraîner dans sa chute et espérer ainsi sauver le régime.)

(La culture de la négociation et du compromis, c'est la négation de la lutte des classes, la négation de la mobilisation des travailleurs pour obtenir satisfaction à leurs revendications, c'est subordonner les besoins des travailleurs à ceux des capitalistes, c'est détourner les travailleurs du combat pour leur émancipation du salariat, du socialisme.

Ce n'est pas un problème pour Hollande qui passe sous silence le projet de « réforme constitutionnelle » de Sarkozy auquel il adhère, et qui devrait museler les travailleurs et leurs organisations appelés à subir les conséquences de la crise du capitalisme sans broncher. Après tout, lui et ses semblables ne sont pas conservés et vivent confortablement.

En effet, la méthode et le contenu de la contre-réforme vont de pair : antidémocratique !)

Avec Nicolas Sarkozy, le dialogue social a été à l'image de son quinquennat : confus, artificiel et brutal. A quoi bon convoquer des sommets sociaux à l'Elysée s'il s'agit, sous couvert de concertation, de faire avaliser des choix déjà pris comme sur le dossier des retraites ? A quoi bon inciter les partenaires sociaux à négocier sur le partage de la valeur ajoutée si c'est pour annoncer inopinément et contre l'avis de tous une prime qui ne concernera qu'une minorité de salariés ?

1^{ère} lecture (il vaut mieux que ces "choix" soient pris ensemble, que les bureaucrates des syndicats montent davantage au créneau pour défendre les intérêts du capital, cela aura au moins le mérite de déconsidérer davantage les syndicats aux yeux des masses. Il prône en fait la cogestion de l'Etat et de la crise du capitalisme par les syndicats.)

(Les milliards d'euros empochés par le gang du Fouquet's grâce à la générosité de Sarkozy n'avaient rien d'artificiel, c'est lui Hollande qui tient un discours artificiel pour tromper les travailleurs.

Il vaudrait mieux que les dirigeants pourris des syndicats fassent ces « choix » eux-mêmes ou qu'ils collaborent à l'élaboration des mesures antisociales que le gouvernement mettra ensuite en œuvre, histoire de leur donner un vernis de légitimité. Il compte ouvertement sur « le *dialogue social* » pour poursuivre tranquillement la politique anti-ouvrière de Sarkozy.)

Cette gestion chaotique et désordonnée des relations sociales s'est traduite par une défiance accrue vis-à-vis du politique. Or, les relations entre démocratie politique et démocratie sociale sont dans notre pays le fruit d'une longue et tumultueuse histoire faite de séduction, d'hégémonie et finalement de distance.

1^{ère} lecture (Pour effacer cette "distance" intolérable le front populaire se pose là !)

(Il voulait sans doute dire en bon serviteur du régime, de l'ordre établi, qu'il était regrettable que Sarkozy s'y soit mal pris lors de sa contre-réforme des retraites et que la situation ait failli dégénérer en affrontement direct avec le gouvernement. Il lui fait un procès d'intention, car la réaction des travailleurs était prévisible et inévitable. Il tient à masquer que la conduite « *désordonnée des relations sociales* » de la part de Sarkozy et la « *défiance accrue vis-à-vis du politique* » de la part des travailleurs ont la même origine : la crise du capitalisme et le refus des travailleurs de supporter de nouveaux sacrifices d'une part, l'incapacité de l'UMP et du PS d'appliquer ou de proposer une politique qui rompe avec le capitalisme, d'autre part, ce qu'on ne leur demandera pas évidemment.)

A une droite qui n'a eu de cesse que de vouloir réduire la place des syndicats a répondu une gauche qui a eu tendance à préempter le social pour son seul compte comme si le temps politique l'emportait sur tous les autres. C'est ce malentendu qu'il faut lever et ce hiatus qu'il faut combler.

1^{ère} lecture (Il prône des syndicats forts pour mieux épauler le patronat et le gouvernement, ne soyons pas crédule, on a à faire à un agent du capital ne l'oublions pas.)

(La « *gauche* » aurait commise l'erreur de privilégier le social pour faire contre-poids au pouvoir du politique incarné par Sarkozy. Quel travailleur s'en serait aperçu ? Aucun et pour cause !)

Certes, les légitimités sont différentes, les démarches sont distinctes et les aspirations souvent contradictoires, mais j'affirme que démocratie politique et démocratie sociale concourent l'une comme l'autre au service de l'intérêt général.

(Toutes les classes et tous leurs représentants, que ce soit sur le plan politique ou social, concourraient à « *l'intérêt général* » qui comme chacun sait se confond avec les intérêts de la classe dominante. Il faut donc selon Hollande, que ce qu'il appelle la « *démocratie sociale* » qui recouvre les syndicats ne s'oppose pas à la « *démocratie politique* », autrement dit l'Etat, qu'ils marchent main dans la main pour servir « *l'intérêt général* », afin que les capitalistes puissent continuer de vaquer tranquillement à leurs occupations.)

L'Etat doit rester le garant de la cohésion nationale et de l'ordre public social mais il n'a rien à redouter de laisser une plus grande place aux partenaires dans la définition et l'élaboration des normes sociales. Dans un pays comme le nôtre qui, depuis la Révolution française, se méfie des corps intermédiaires, cette évolution ne va pas de soi, d'autant que souvent, c'est la loi qui protège et la liberté des acteurs qui menace, les rapports de force ne peuvent pas se substituer à la règle commune.

1^{ère} lecture (Ah l'Etat des capitalistes, l'ordre public, l'ordre établi, il y tient, il lui doit tout ! La loi protège qui ? La liberté, qui en profite, qui en est privé ? Même quand le rapport de forces est favorable à la classe ouvrière, elle doit se plier à la "règle commune" instituée par ses maîtres, que voilà un bel exercice de la démocratie en vérité.)

(La « *règle commune* » doit être de veiller au respect « *de la cohésion nationale et de l'ordre public social* », autrement dit, tout citoyen sans distinction de classe sociale doit demeurer au garde-à-vous aux pieds des institutions, de l'Etat des capitalistes, le servir en bon et loyal sujet. Pour y parvenir plus facilement, rien de telle que la collaboration de classes pour définir et élaborer ensemble les « *normes sociales* » qui ensuite s'imposeront à tous, comme si chacun était logé à la même enseigne.)

Pour autant, l'Histoire nous enseigne qu'une réforme est toujours mieux acceptée quand elle est négociée et que nombre de conflits ont bouleversé le calendrier politique, voire les échéances électorales.

1^{ère} lecture (Mieux vaut que les esclaves forgent eux-mêmes leurs chaînes avant d'en remettre les clés à leurs geôliers. Mais c'est qu'il serait plein de bonnes intentions à notre égard le bougre !)

(Quel malheur franchement, au diable la lutte des classes !)

Je propose donc de nouvelles règles permettant des relations plus équilibrées et plus responsables.

Ainsi, la Constitution devrait garantir à l'avenir une véritable autonomie normative aux partenaires sociaux. Je suggère d'élargir l'article 8 du préambule de la Constitution de 1946 qui dispose que "*tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la détermination collective de ses conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises*".

(Un article qui mettrait le doigt dans l'engrenage du corporatisme, les travailleurs qui détermineraient avec les patrons leurs conditions de travail et participeraient à la gestion des entreprises, qui détermineraient en fait les moyens d'augmenter leur productivité et leur niveau exploitation, tout un programme. Les travailleurs et leurs représentants appelés à gérer le capitalisme ensemble avec les patrons.)

Il s'agirait désormais de reconnaître un domaine à cette même négociation collective en précisant son périmètre comme son champ d'intervention et en conditionnant la conclusion d'accords au respect des règles majoritaires.

Concrètement, le gouvernement et le Parlement seraient juridiquement liés par le contenu de conventions signées entre partenaires sociaux sur des sujets bien précis et avec la vérification des mécanismes de représentativité.

1^{ère} lecture (Représentativité favorisant le syndicalisme d'accompagnement du capitalisme au détriment du syndicalisme de lutte de classe, car il n'a pas l'intention d'abolir la loi votée sur la représentativité.)

(Sans remettre en cause la loi scélérate sur la représentativité des syndicats qui favorise les syndicats d'accompagnement du capitalisme comme la CFDT.)

Voilà une avancée qui nous rapprochera des grandes démocraties européennes en matière sociale.

Cette modification constitutionnelle devrait avoir, en matière de démocratie sociale, le même impact que les lois de décentralisation dans l'organisation de notre démocratie territoriale.

1^{ère} lecture (Donc qui devrait à terme se traduire à terme par la liquidation de tout droit collectif.)

(Lois de décentralisation qui servent de cadre au démantèlement des services publics et de la Sécu. « *démocratie territoriale* » forte utile, qui permet notamment au PS d'appliquer dans les régions qu'il dirige la politique du gouvernement ou de l'UE, ce qui revient au même.)

Quant à ceux qui s'inquiètent de la faiblesse du syndicalisme en France, je leur réponds que c'est dans les pays où la négociation collective est la plus développée que les organisations représentatives du salariat sont les plus fortes. En effet, pourquoi adhérer à un syndicat si sa capacité d'intervention est à ce point limitée et si le risque d'une adhésion pour son propre emploi est réel ?

1^{ère} lecture (En Allemagne par exemple, les syndicats ont signé des accords sur la limitation des augmentations de salaire sur plusieurs années, en voilà une sacrée avancée sociale à imiter au plus vite. Et puis au moins quand on négocie, on ne se mobilise pas)

(C'est dans ces pays où l'intégration des syndicats à l'Etat a été poussée le plus loin, où les syndicats décident avec les patrons de limiter les augmentations de salaire par exemple. Il est vrai qu'on ne risque rien à adhérer à un syndicat entièrement subordonné au capitalisme.)

Et d'ailleurs, toutes les enquêtes le démontrent, les salariés accordent une grande confiance aux partenaires sociaux et s'ils se plaignent, c'est plutôt de leur faiblesse, voire de leur absence, dans bon nombre de PME. C'est d'ailleurs ce à quoi il faudra aussi mettre un terme.

1^{ère} lecture (Ben voyons, sans remettre en cause la législation actuelle du travail favorable au patronat et qui lui permet pour ainsi dire de virer un salarié quand il veut, quel cynisme ou ignorance !)

(On appellera cela des syndicats ouvriers patronaux ! Vous avez déjà travaillé dans des PME, c'est l'enfer, ayez la moindre altercation avec votre patron, abstenez-vous de le saluer un matin et vous pouvez commencer à chercher du boulot ailleurs, ce sont des rapports de maître à esclave.)

Dans cette perspective, je suggère qu'après le vote des lois confortant la place des syndicats dans le secteur privé et public, soit aussi abordée la représentativité patronale, et notamment celle de l'économie sociale et solidaire qui salarie plusieurs millions de personnes en France.

En 2012, l'alternance doit être totale. Elle doit permettre de changer la méthode par laquelle les réformes seront réalisées mais aussi fournir un cadre de négociation et un agenda social avec une claire répartition des tâches entre la loi et la démocratie sociale.

1^{ère} lecture (Mais il copie Sarkozy, sauf qu'il prendrait au préalable la précaution de réaliser un consensus sur "un agent social" avec les dirigeants pourris des syndicats. Mieux se répartir les rôles pour mieux endormir les travailleurs et cadenciser les syndicats.)

(Il avoue qu'à défaut de pouvoir proposer une alternative, il faudra faire avec le régime en place. Il prône une meilleure répartition des rôles et un renforcement du rôle des syndicats auprès de l'Etat et du patronat.)

Il ne suffit pas d'affirmer : "*Voilà ce que je vais faire*", encore faut-il dire comment et dans quels délais? La crédibilité de la parole publique est à ce prix.

1^{ère} lecture. (Il va falloir qu'il rame encore pour faire prendre des vessies pour des lanternes à des travailleurs qui sont vaccinés.)

(Qui croit-il encore pouvoir tromper ?)

C'est ainsi que je conçois la conférence sociale qui serait réunie au lendemain des scrutins de 2012. Elle serait saisie des priorités du quinquennat : l'emploi des jeunes, la mise en place d'un système de sécurisation des parcours professionnels national et territorial, la lutte contre la précarité, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, la souffrance au travail, la lutte contre toutes les discriminations et une nouvelle gouvernance des entreprises.

1^{ère} lecture (Parole, parole, parole, le vent de la réaction souffle à la mode social-libérale.)

(Il ne sera question nulle part dans ce document de la remise en cause des lois antisociales adoptées depuis 30 ans.)

Sur chaque thème seraient identifiés ce qui relève de la négociation et ce qui revient au Parlement ainsi que le calendrier de ces rendez-vous.

L'Etat lui-même doit montrer l'exemple. Dans cet esprit, je souhaite que s'engage avec les fédérations de fonctionnaires une négociation globale qui toucherait aux questions d'effectifs, de précarité et de pouvoir d'achat afin de mesurer les conséquences en termes budgétaires, là encore le calendrier et les contreparties sur toute la durée du quinquennat.

1^{ère} lecture (En honorant la dette des capitalistes comme il s'y est déjà engagé ? Le voilà dans la posture du marchand de tapis envers les fonctionnaires, il les méprise, il veut les acheter pour garantir la stabilité du régime qu'il ne dirait pas autre chose.)

(Encore une fois, les syndicats seraient appelés à collaborer davantage avec l'Etat des capitalistes, dans le cadre du budget défini en collaboration avec l'UE ou sous sa surveillance.)

Ma conviction, c'est que la gauche a besoin d'un pays en mouvement et en confiance. 1^{ère} lecture (Le mouvement, ce n'est pas ce qui manque en Grèce en ce moment, quant à la confiance, tu repasseras !) Elle doit lui parler franchement en force politique libre de ses conclusions, pas en autorité froide et encore moins en interlocuteur complaisant.

1^{ère} lecture (A la manière de Papandréou en Grèce par exemple ! Quel galimatias ! Essayons de traduire : la "gauche" doit dire aux travailleurs en les flattant, qu'elle ne peut rien faire de mieux que la "droite" face à une terrible fatalité avec laquelle il faut bien faire)

(Qu'est-ce que cela veut dire « *la gauche doit parler (au pays) franchement en force politique libre de ses conclusions* » ? Quel galimatias ! Qu'il faut mettre les formes pour mieux tromper les travailleurs ? C'est récurrent chez lui et l'on comprend pourquoi. J'ai cru comprendre que la « *gauche* » devrait développer une politique, sans se préoccuper de savoir si les conclusions auxquelles elle serait parvenue, correspondraient à ce que les travailleurs sont en droit d'attendre de la « *gauche* ». Dites-moi si je me trompe, quelqu'un qui est « *libre de ses conclusions* », c'est quelqu'un qui en a rien à faire de ce que vous pensez, de vos besoins ou aspirations, non ? Qui pense pour vous et pour votre bien, cela va de soi ici !

La « *gauche* » version Hollande ferait le bonheur des travailleurs, et tant pis s'ils ne s'en rendent pas compte les ingrats, c'est pour leur bien qu'il poursuivra la politique de Sarkozy.)

S'il n'y a pas au départ des engagements qui permettent de comprendre quel va être le sens de l'action, le rythme des réalisations et la façon dont les urgences vont être hiérarchisées, elle sera emportée par l'ampleur des problèmes. A l'inverse, la clarté, la vérité et la responsabilité seront les gages de notre réussite.

1^{ère} lecture (Je ne sais pas camarades, mais j'ai comme l'impression que ce pourrait être le régime qui pourrait être "*emporté par l'ampleur des problèmes*" qui s'accumulent sur le dos des travailleurs. Quant à vous, il n'y aura personne non plus pour vous sauver !)

(Son orientation politique est claire : on change rien et on continue.)